

Conférence inaugurale 2014
M. de Lacoste-Lareymondie

La crise économique de 2008

Nous allons parler de la crise économique ; de tels propos peuvent sembler un peu loin de vos préoccupations directement spirituelles et pastorale ; toutefois, ce n'est pas un divertissement au sens pascalien ! Vos fidèles baignent dans la vie économique, sans toujours bien la comprendre, et risquent d'être submergés par les soucis qu'elle leur occasionne ; aussi est-il opportun de posséder quelques outils de discernement. Ce que nous allons voir peut vous aider à les accompagner sur le plan pastoral.

Y a-t-il une crise ? Cela vaut la peine de se poser la question ! Pourtant, on l'entend dire tous les jours dans les médias ! La plupart d'entre vous ont moins de trente ans et n'ont entendu que ce genre de discours ! Nous allons nous placer d'un point de vue macroéconomique car il faut savoir prendre du champ pour voir tous ces phénomènes dans leur réelle profondeur. Ensuite, nous parlerons de l'endettement, pas seulement d'un point de vue économique mais aussi, je l'espère, philosophique.

Commençons par la question de la crise. Il faut commencer par quelques données chiffrées pour ne parler dans le vide. Nous nous appuyons sur une analyse fouillée de l'OCDE¹, publiée sur une dizaine d'années, donnant des perspectives très longues, qui permettent de niveler certaines impressions trop liées au contexte immédiat. Cette étude fait apparaître assez nettement que nous n'avons jamais été si riches en travaillant si peu. Le PIB, qui correspond à ce qu'un pays produit chaque année, c'est-à-dire la somme des valeurs ajoutées de tous les acteurs économiques, fournit un indicateur assez précis de ce fait. Que constate-t-on ? Si, en France, en 1950, le PIB était de 5270 dollars par habitant, il était passé, en 1975, à 13266 dollars et, en 2000, à 20000 dollars. Ce qui fait, durant cette période, un facteur multiplicateur de 3,7. Dans le même temps, en Allemagne, le facteur était de 4 car nos voisins partaient de plus bas que nous en raison des destructions de la guerre. En Italie, le facteur était de 5 ; en Espagne, de 6, ce qui montre qu'il s'est produit un énorme enrichissement ; dans le Royaume-Uni, il était de 2,7 car ce pays représentait un cas particulier ; de même pour les Etats-Unis, avec un facteur de 3.

De son côté, le temps de travail a diminué de 8 à 20 % entre 1950 et 1975, puis de 6 % entre 1975 et 2000, pour se stabiliser autour de 1500 heures travaillées par an dans les différents pays européens. En gros, cela laisse aux Occidentaux la moitié du temps disponible pour autre chose que le travail proprement dit.

Quant à la productivité, elle fut multipliée par 3 ou 4 entre 1950 et 1975 ; elle doubla après. Et c'est en France que la productivité par heure travaillée est la plus élevée !

Qu'est-ce que cela signifie ? Nous avons connu, en Europe et aux Etats-Unis, une très forte croissance sur ces cinquante années et une convergence vers une richesse et un niveau de vie très élevés. Quand on parle de crise, il faut avoir une perspective un peu relative car nous vivons de manière beaucoup plus aisée que nos parents ou que nos grands-parents !

Si on se place dans une perspective plus large – plus de deux siècles - le taux de croissance du PIB – calcul très difficile à réaliser mais qui l'a été par l'OCDE, organisme compétent et reconnu en matière économique – a connu les variations suivantes en France :

¹ Laquelle ? Livre de Ferguson. Indiquer titre, maison d'édition et année de publication.

- au 18^e siècle : 1,3 %
- au 19^e siècle : 1,6 %
- dans la première moitié du 20^e siècle : 1,2 %
- dans la seconde moitié du 20^e siècle : 5 %
- depuis 1975 : 2 %

Ceci nous permet de tirer une première conclusion, qu'il faut garder à l'esprit :

- les pays européens ont connu une période de transition démographique, qui va s'arrêter dans les années trente ; elle fut liée à la baisse de la mortalité, due à une meilleure hygiène, et à l'amélioration des soins de santé, tandis que la natalité était stable, voire diminuait. La mortalité baissa beaucoup plus vite que la natalité : c'est le cas, actuellement, des pays émergents. Ce temps est marqué par une croissance exponentielle de la population, et donc par un vieillissement accéléré ;
- le temps de la révolution industrielle a correspondu avec une phase d'innovations techniques et le développement d'une nouvelle manière de travailler : auparavant, le taux de croissance du PIB était inférieur à 1 % et le monde était stable du point de vue économique ;
- enfin, la croissance des trente glorieuses était le fait des reconstructions d'après-guerre : il fallait reconstruire une Europe dévastée par la guerre ; cette période fut marquée par un immense effort de rattrapage, qui s'est arrêté aujourd'hui. Tous ces phénomènes sont maintenant ceux que connaissent les pays d'Asie.

Sur cette période de deux siècles, le monde a connu une période de stabilité monétaire absolument remarquable. T. Piketty (*Le capital au vingt-et-unième siècle*) le montre, à partir de statistiques très longues. Il établit que, sur une stabilité monétaire à long terme, en moyenne, sur les périodes 1700-1913, la variation des prix a été de 0,2 à 0,3 % par an. Il y eut quelques exceptions, comme durant la Révolution ; mais la valeur du franc germinal lourd de Napoléon, créée en 1803, était la même que celle de la livre tournois de l'ancien régime ! Le repère monétaire était donc particulièrement stable. La vraie exception apparut au vingtième siècle : elle fut causée par l'inflation. Ainsi, certaines monnaies subirent des variations de plus de 10 % par an. Entre 1945 et 1975, l'instabilité monétaire fut considérable : il n'y avait plus de repères ; et tout cela semblait congénital. Ce phénomène se termina en 1975.

Donc, sur une période très longue, la civilisation occidentale a connu un développement énorme. Piketty fournit quelques exemples significatifs tirés de la vie courante : en 1900, un ouvrier pouvait s'acheter 10 kg de carottes par jour ; aujourd'hui, 60 ! Pour acheter une bicyclette, il fallait 6 mois de salaire moyen en 1900 ; une semaine aujourd'hui ! On a complètement changé de niveau de vie : tout ceci n'a plus rien de comparable !

Que s'est-il passé après 1975 ? Il se produisit un phénomène d'accélération après la guerre, puis un brutal ralentissement en 1975. Les deux chocs pétroliers ont fait passer des *trente glorieuses*, année de prospérité et de forte croissance, aux *trente piteuses*. Ces chocs pétroliers furent toutefois un facteur déclenchant, symptomatique, mais pas une cause de fond. L'évolution de la productivité diminue de moitié à partir de 1975 ; les taux d'inflation, qui étaient de 8 % après 1975, redescendent et convergent autour de 1 à 2 % aujourd'hui. Sur des moyennes longues, c'est au cours des années soixante-dix qu'on vit apparaître la baisse de la démographie européenne : cela doit nous interpeller et nous avertir. Si on met en parallèle la progression démographique et le développement économique, les résultats sont significatifs : il faut des infrastructures éducatives ; il y a un dynamisme de la population ; il y a de nouveaux besoins, dont il faut produire. La baisse démographique entraîne des problèmes économiques : on entre là dans le domaine des causes. L'effondrement démographique de

certaines pays européens le montre. Le taux d'emploi croît aux USA, tandis qu'il diminue en Espagne, dont la population diminue.

Après 1975, on réagit en allongeant la scolarité (pour ne pas envoyer trop tôt les jeunes sur le marché du travail) ; on favorisa les départs en retraite, voire en pré-retraite, avant l'âge légal ; on réduisit le temps de travail ; mais cela ne résolut rien : comme la population vieillissait, on ne gagnait ni du côté des jeunes, ni des vieux, et le chômage augmentait. Ces mesures s'avèrent inefficaces. C'est vrai aussi en Allemagne ; le pire est l'Espagne, avec un taux de chômage actuel de l'ordre de 25 %. Dans l'ensemble de l'Europe, le taux de chômage moyen est de 10 % : c'est comparable au taux de chômage des années trente. Seulement, il dure beaucoup plus longtemps : cela fait vingt ans que cette situation se pérennise. Et les jeunes ont du mal à s'intégrer sur le marché du travail : le chômage des 15-25 ans tourne autour de 20 %. Avec les mêmes inflexions : quand le chômage augmente, celui des jeunes augmente trois fois plus vite ; quand le taux global diminue, celui des jeunes baisse beaucoup plus vite. À partir de 1975, la variable d'ajustement a été le chômage, contrairement à ce qu'affirmaient la plupart des gouvernements européens. Les réponses de ces pays à la crise furent homogènes : elles ont été déflationnistes. Le choc pétrolier fut perçu comme un choc inflationniste, ce qui était faux ; cela a poussé à l'avènement de l'euro. On entra dans le processus qui conduisit à la convergence financière de Maastricht : on se faisait fort de maîtriser les dépenses publiques et de favoriser une approche politique homogène. La monnaie unique apparut comme la planche de salut. Au sein de cette convergence, il y a pourtant d'importantes différences : entre la France et l'Allemagne, d'une part ; entre la France et le Royaume-Uni, de l'autre. Certains pays n'ont pas voulu insister sur les dépenses publiques ; cela n'a pas été le cas en France, où la part de l'état a été de plus en plus forte. Dans notre pays, si la part des dépenses publiques, en 2000, était de 52 % - elle était alors de 47 % en Allemagne et de 38 % dans le Royaume-Uni – en 2014, elle est passée à 56 % ! On a accru les dépenses publiques en augmentant les aides sociales : celles-ci sont censées alimenter la machine économique (par le biais du RSA et d'autres mécanismes). C'est le fameux modèle social français ! Tous les décideurs politiques entrevoient les choses de cette manière ... Or, du point de vue économique, de telles politiques sont sans efficacité. Le deuxième facteur dut l'endettement public, dont nous reparlerons ci-dessous.

Les pays développés connaissent alors trois modèles différents de réponse à la crise :

1. Les Etats-Unis font porter leur fort déficit public porté par les autres pays ! Ils ne cherchent pas vraiment une solution ... Il en est ainsi aux Etats-Unis depuis soixante-dix ans environ. La première monnaie mondiale est le dollar, donc on ne cherche pas tellement à faire des efforts. La puissance impériale donnée par la première économie mondiale fait le reste.
2. La deuxième solution est celle de la rente : le monde finance le maintien de la richesse de certains pays et l'entretien de leur population vieillissante. Il s'agit de pays à la production industrielle efficace, comme l'Allemagne ou le Japon. Cette productivité permet de financer la rente. En outre, au Japon, la dette publique est portée par les Japonais, donc on n'ennuie personne ! Le Royaume-Uni, pour sa part, a choisi la puissance financière : cette nation est une puissance économique, mais fondée uniquement sur la finance et non sur une forte production.
3. En France, on prône la relance par la consommation, dans une perspective keynésienne mal comprise. La vision de Keynes était de promouvoir la construction de grandes infra-structures, comme des grands barrages ou des routes, bref, de développer de grands investissements ; ainsi, on pensait créer des richesses futures. Il s'agissait bien de dépenses d'investissement, et non d'une relance par la consommation. Que se passe-t-il en effet ? Le crédit à la consommation favorise, par

exemple, l'achat de voitures dont 50 % sont importées parce que celles produites à l'étranger sont moins chères ; ou de smartphones, dont 100 % sont importés. Ainsi, il ne nous reste, sur le territoire français, que quelques industries de base, comme l'agro-alimentaire, mais notre puissance industrielle est faible. Nous favorisons aussi, dans une mentalité héritée de Colbert, de grands projets prestigieux ; en-dehors d'eux, notre positionnement industriel est de produire du bas de gamme. Face aux producteurs chinois beaucoup plus concurrentiels que nous, notre industrie textile est morte. De la sorte, nous cumulons un double déficit : celui du commerce extérieur, celui des politiques publiques. Cela ne peut pas durer, d'où les jacqueries que notre pays connaît actuellement ! Souvenons-nous que notre taux d'imposition est le plus élevé du monde ...

Que faire ? Comment faire ? Sur ces questions économiques, la meilleure synthèse est celle de Benoît XVI dans l'encyclique *Caritas in Veritate* : la doctrine sociale n'est pas une idéologie, mais une lecture du réel. Sa première exigence est la réalité, la vérité : quel est ce monde dans lequel nous sommes immergés ? La deuxième est l'humilité : comment remettre en cause nos manières de voir ? Comment être réaliste ?

Il faut donc tenir quelques idées de base sur lesquelles il ne sert à rien de se lamenter. La première est la mondialisation : elle est un fait, pas une idéologie. Ce fait est positif : grâce à l'ouverture des échanges, les pays émergents sont en train de se développer. Allez donc leur tenir certains discours pessimistes comme nous le faisons en Occident, en leur prônant la décroissance ! Nous sommes en train de revenir à une situation qui était antérieure : le libre-échange. Les pays se sont fermés au vingtième siècle. Il faut peut-être protéger certains secteurs, comme l'agriculture, car chaque pays doit se nourrir ; mais on est alors dans un discours d'exception.

La deuxième donnée de base est que le marché a changé. Il est devenu un marché de la demande, plus que celui de l'offre : il est donc dominé non par les vendeurs (comme au dix-neuvième siècle) mais par les acheteurs. Ceux-ci disent ce qu'ils veulent, et achètent ce qu'ils veulent. Les structures de production que nous avons connues jusque dans les années quatre-vingt sont par terre. On ne peut plus concevoir les outils comme il y a cinquante ans avec des usines destinées à œuvrer pendant autant d'années. Cela ne vaut plus que pour les grands équipements : nucléaire, etc.

La troisième donnée, qui est la conséquence de la précédente, est que le rapport entre employeur et employé a changé. On ne fait plus carrière dans une seule entreprise. Il faut être flexible, savoir s'adapter. Il faut donc changer le cadre de négociations des partenaires sociaux : ceux qui sont protégés sont bien protégés ; ceux qui sont exclus le sont encore plus. C'est de plus en plus difficile de remettre les gens au travail. L'une des clefs est de remettre la confiance dans la personne. Les personnes doivent apprendre à se prendre en charge dans un monde de plus en plus fluide, de plus en plus flou.

Cette crise serait-elle salutaire ? L'ampleur de la crise est telle qu'il nous faut tout réapprendre et tout revoir. Une première manière de réagir est empreinte de cynisme : on est découragé, et on se dit : *Profitions et jouissons ! Après nous, le déluge !* Ceci n'est pas qu'un discours : une telle attitude provoque des comportements réels.

Un deuxième type de réaction est marquée par une morale punitive, un peu kantienne. Tel est le comportement officiel des Allemands : *Nous avons fait nos efforts ; les cigales, les méchants, qu'ils se corrigent !* On tient alors un discours de rigueur, qui a marché en Allemagne, mais qui est dangereux parce que le modèle allemand ne peut s'exporter. Les Allemands ont compensé leur baisse démographique par l'immigration massive venue principalement de Turquie ; or, actuellement, M. Erdoğan fait sa campagne électorale en Allemagne ! En outre, ils se financent par l'exportation. Mais si tout le monde faisait comme

eux, comment cela se passerait-il ? Pour qu'une telle attitude marche, il faut qu'il y ait des acheteurs, qui perdent à ce marché.

Cependant, le plus dangereux, le pire est fasciné par un versant « prophétique ». Il faut aller au bout du désastre, pour aller au fond de la piscine, et on remontera. On favorise donc la décélération, et on souhaite qu'elle soit la plus brutale possible. Mais c'est une triple faute :

- psychologique parce que la psychologie n'est pas comme cela ;
- politique car on pratique la politique du pire, qui est la pire des politiques
- morale car Dieu essaie toujours d'aider, de tirer le meilleur parti possible.

Une deuxième source de difficulté est l'éviction des peuples par les technocrates. Les gouvernements passent trop vite, les gens sont idiots. La politique ne gère que l'urgence (gestion de la crise financière dans le court terme) ; elle peut envisager le long terme : on voit ce qu'il faudrait faire. Mais elle ne sait pas œuvrer dans le moyen terme, qui est pourtant le délai du politique. Il faut donc se substituer à la politique. Tel est, sans être des anti-européens primaires, le comportement de l'Union européenne. Or, de la technocratie à la tyrannie, il n'y a qu'un pas. La convergence financière de l'Union, en ce moment, c'est précisément ce phénomène risqué : un pouvoir considérable est accordé aux technostructures et aux banques, et les gouvernements sont dépossédés. Il faut assumer la technicité des questions difficiles soulevées par les problèmes économiques ; mais les gouvernements ont du mal, car la classe politique connaît, dans l'ensemble, en Europe, une certaine médiocrité.

Voici donc quelques pistes de solution, inspirées par l'encyclique de Benoît XVI :

- nous avons à inventer d'autres modèles économiques, plus sobres (écologiques).
- il y a besoin d'une gouvernance mondiale car les échanges sont devenus mondiaux. Libre échange, oui, mais il faut organiser la liberté ! Ce n'est pas le renard dans la poulailler ! Le prédateur ne doit pas gagner à tous les coups.
- il faut affronter le problème de la fiscalité, qui est nationale ; or, les transferts des capitaux sont énormes et se font indépendamment des états et de leur législation.
- pour la France, il y a un vrai problème de formation et d'éducation. Comment l'aborder ? C'est un facteur clé pour sortir de la crise.
- il s'agit de construire autrement les rapports sociaux : ce n'est plus patronat – syndicats – état. On ne sait pas où est la porte de sortie, mais on sait qu'il faut le faire.
- enfin, l'initiative de chacun doit être libérée pour rétablir la confiance.